

CONFLICT SCAN POST INTERVENTION

Réponses alternatives pour les communautés en crise

République Démocratique du Congo, Province du Sud-Kivu
TERRITOIRE DE FIZI

JANVIER 2017

Contacts:

Léon IRENGE

Analyste des conflits

Search for Common Ground

24, Avenue Tanganyika, C d'Ibanda, Bukavu RDC

Tél : +243817107579

lirenge@sfcg.org

Laurent KASINDI

Directeur des Programmes

Search for Common Ground

05, avenue Bandoma, C Ngaliema, Kinshasa RDC

Tél: +243817107571

lkasindi@sfcg.org

Table Des Matières

Table Des Matières	2
Résumé exécutif	3
Méthodologie	4
Résultats	4
Principaux conflits récurrents	6
Conclusions	11
Recommandations	12
Annexes:	13
Annexe 1 : Synthèse des conflits principaux	13
Annexe 2 : Guide de discussion focus group et entretiens clés	14
Annexe 3 : Questionnaire quantitatif	18
Annexe 4 : Termes de référence	23
Annexe 5 : Répartition de personnes interrogées par sexe selon les approches d'enquêtes	25

Résumé exécutif

Après une distribution cash faite par AVSI dans le territoire de Fizi, un conflit scan post intervention a été organisé du 20 au 31 janvier 2017 par SFCG. Ce rapport présente les résultats obtenus. Ce travail s'inscrit dans le cadre du projet « *Réponses alternatives pour les communautés en crises* », sous le financement de l'UNICEF.

Deux méthodes ont été utilisées pour collecter les données sur le terrain. Il s'agit de l'approche qualitative et quantitative. En ce qui concerne l'approche qualitative, 300 personnes dont 129 femmes et 171 hommes ont été consultés à travers des groupes de discussion. L'approche quantitative quant à elle a concerné 388 personnes, dont 197 hommes et 191 femmes. A cela s'ajoutent 15 entretiens réalisés auprès d'informateurs clés.

Principaux résultats :

1. **44% des enquêtés ont désigné les conflits domestiques comme les conflits les plus récurrents dans le territoire de Fizi, spécialement dans les sites de Ngalula, Tulonge, Kachemba et Lubicako 1 et 2.**
2. **Le conflit d'abus de pouvoir qui se présente sous la forme d'un conflit de pouvoir coutumier a été cité comme le conflit le plus fréquent par 38% des personnes sondées.**

Les principales recommandations

- Pour réduire l'enrôlement des jeunes au sein des milices et groupes armés, il serait nécessaire de renforcer les séances de sensibilisation des jeunes à la consolidation de la paix. Aussi, pour les organisations qui interviennent dans le domaine d'encadrement de la jeunesse, il serait important de mettre en place un centre d'encadrement professionnel de la jeunesse afin de contribuer à leur instruction sociale et leur prise en charge autonome.
- En vue de renforcer les liens entre les membres des différentes communautés et leur niveau de confiance, il serait nécessaire d'organiser les activités de rapprochement telles que les théâtres publics, événements sportifs et autres activités culturelles. Il en est aussi du renforcement de la sensibilisation de la population sur la résolution pacifique des conflits à travers l'augmentation de la fréquence des diffusions des émissions radio SFCG sur les chaînes de radio les plus suivies dans la zone.
- Afin de réduire les violences domestiques, il est important de sensibiliser les maris creuseurs et leurs femmes à travers l'organisation d'un séminaire de formation en matière de genre, famille et enfant, avec des conseils pratiques pour vivre dans la cohabitation pacifique.
- Pour rechercher une solution aux conflits de pouvoir coutumier auxquels sont confrontées les différentes entités, il est recommandé de faciliter l'organisation d'une table ronde entre tous les chefs des localités en conflit, les chefs de groupement et les chefs de secteur ainsi que les leaders et notables locaux.
- Etant donné que dans le territoire de Fizi, la plupart des conflits sont réglés d'une manière violente et qu'il n'y a presque pas de structures de résolution des conflits, il serait donc nécessaire qu'SFCG facilite la création ou l'installation de structures de résolution des conflits (par exemple des comités villageois de paix) afin de promouvoir les mécanismes de résolution pacifiques des conflits.
- En collaboration avec les autorités locales et militaires, SFCG pourrait envisager l'organisation d'un atelier d'échange sur l'éthique et la déontologie militaire pour sensibiliser et prévenir sur les conséquences qui proviendraient de leur implication dans les conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs. Un dialogue social, voire des tribunes d'expression populaire (TEP) pourraient également être envisagées entre la population et le général retraité Sikatenda pour mettre fin aux barrières illégales entretenues dans la zone.

Méthodologie

L'objectif de ce scan vise à comprendre le contexte dans lequel l'assistance en cash a été faite par AVSI ainsi que les conflits potentiels qui ont été créés et/ou aggravés suite à cette intervention. De manière spécifique, il cherche à identifier avec des membres des communautés et déplacés les principaux conflits récurrents, les causes, conséquences, les acteurs ainsi que les opportunités pour la paix.

Ce « conflict scan » a deux grandes cibles : les bénéficiaires du projet (les personnes déplacées, les familles d'accueil, les personnes retournées et les réfugiées), et les non-bénéficiaires (les communautés d'accueil et les leaders communautaires).

Les données utilisées pour ce scan ont été collectées suivant une méthodologie mixte (approches qualitative et quantitative) dans les villages de Ngalula, Tulonge, Kachemba et Lubicako 1&2, dans le territoire de Fizi, en province du Sud-Kivu, du 20 au 31 janvier 2017¹.

L'équipe de recherche était constituée de 4 consultants enquêteurs, un rapporteur et un facilitateur qui ont été recrutés et formés par le superviseur de l'étude, assistant en analyse de conflit de SFCG, avec l'appui direct de l'analyste des conflits.

Résultats

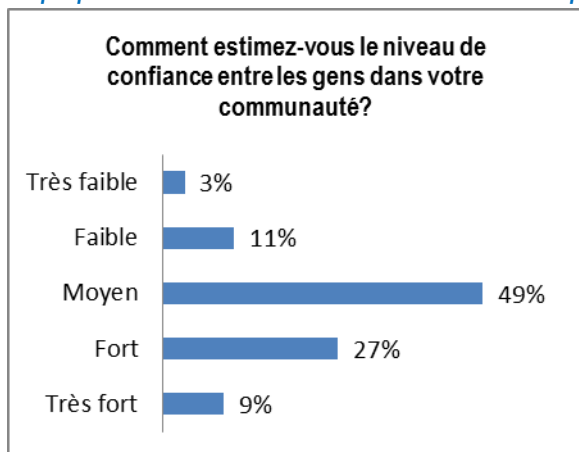
Ce rapport s'articule premièrement sur le contexte local et les dynamiques des conflits de janvier 2017 dans le territoire de Fizi. Il présente les causes, les conséquences, les principaux acteurs ainsi que les mécanismes locaux de résolution utilisés par les parties impliquées dans les différents conflits. Enfin, des recommandations pour renforcer la cohésion sociale sont formulées.

1. Contexte local et évolutions récentes

Les résultats issus des analyses du sondage démontrent que le niveau de confiance entre les membres des différentes communautés dans le territoire de Fizi est moyen comme l'affirment 49% des personnes interrogées. 36% des personnes sondées ont affirmé par ailleurs qu'il était fort (27% fort et 9% très fort), par contre, 14% d'interviewés l'estiment faible (11% faible et 3% très faible). Par rapport au conflict scan pré intervention, la situation semble s'être améliorée avec une situation sécuritaire qui s'est stabilisée un peu. Notons que les résultats du conflict scan pré intervention avaient démontré un faible niveau de confiance entre les membres des communautés suite aux affrontements qui avaient opposés les forces armées de la république (FARDC) et les groupes armés. Selon les personnes interrogées lors de la conception du conflict scan pré intervention, ces affrontements étaient la cause de la confusion dans le territoire de Fizi. Selon les enquêtés, certaines gens mal intentionnées profitaient de la confusion pour donner un signal aux groupes armés ou aux voleurs à mains armées afin que ceux-ci attaquent les personnes qui possèdent une grande quantité d'or ou une grosse somme d'argent.

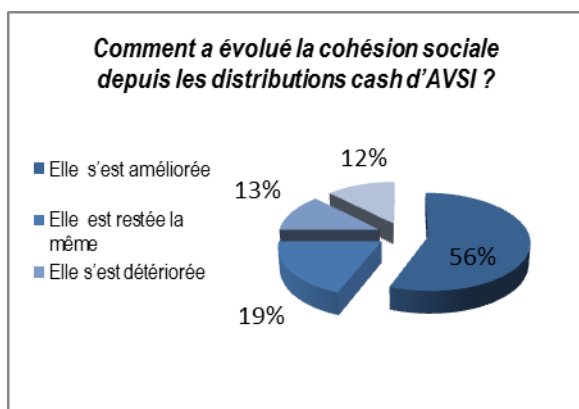
¹ En annexe n°5 la répartition de personnes sondées par sexe selon les approches d'enquêtes

Graphique: Estimation du niveau de confiance au sein de la population du territoire de Fizi



Les résultats des analyses quantitatives révèlent que la cohésion sociale s'est améliorée depuis les distributions cash d'AVSI. En effet, malgré la présence des personnes étrangères dans la zone, les membres des différentes communautés cohabitent de façon pacifique selon 56% des personnes interrogées.

Graphique 1: Evolution de la cohésion sociale depuis les distributions cash d'AVSI à Fizi



Les institutions scolaires, services de santé et églises représentent des facteurs de connexion. Par exemple, au niveau scolaire, il a été observé que les enfants étudiaient ensemble malgré leur appartenance ethnique différente ou rang social. L'accès à l'église et aux services de santé se fait aussi sans aucune discrimination. Il a aussi été observé des mariages inter-ethniques. Notons que cette situation est restée stable depuis le conflict scan pré intervention.

Il est également ressorti que l'exploitation minière, le commerce des minerais ainsi que le travail communautaire constituent des activités principales qui réunissent très souvent les membres des différentes communautés, et les personnes de pays voisins (Burundi et Tanzanie). Le travail communautaire² (ou *Salongo*), est une activité à laquelle tous les hommes membres de la communauté doivent prendre part sous faute de recevoir une amende. Cette activité est organisée chaque mercredi et samedi de la semaine sous la supervision du Général Sikatenda³. A Misisi, par exemple, tous les hommes sont tenus d'y prendre part en échange d'un jeton confirmant leur participation. Selon certains habitants, ce général a jugé nécessaire de s'impliquer dans ces activités de *salongo* lorsqu'il a constaté que toutes les routes menant à Misisi étaient impraticables à cause du manque d'entretien. Les participants aux focus groups et entretiens clés ont jugé ce travail communautaire bénéfique non seulement parce qu'il a amélioré

² Communément appelé « Salongo » dans le territoire de Fizi

³ Ancien militaire retraité

l'accessibilité de la zone, mais aussi parce qu'il a permis de renforcer le dialogue entre les membres de la communauté. Selon ces derniers, ce travail communautaire a permis à plusieurs membres de la communauté de discuter de d'autres problèmes qui rongent la quiétude du territoire de Fizi.

Parmi les changements/événements observés les six derniers mois précédents l'enquête, se comptent:

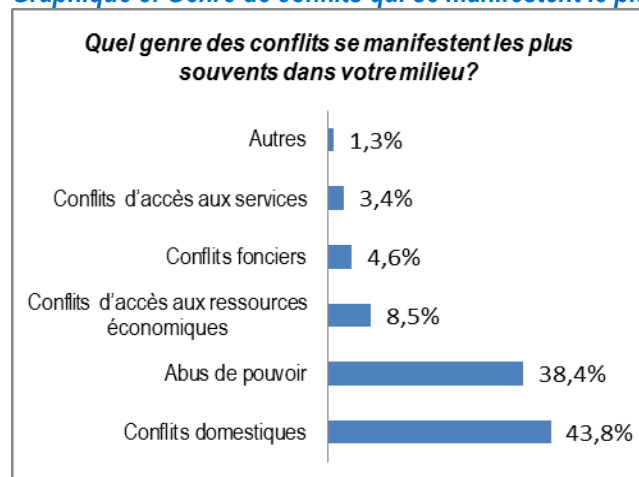
- ✓ Une amélioration des conditions de vie des bénéficiaires de l'aide financière (140.000Fc) donnée par AVSI. Par exemple, certains témoignent avoir pu payer les études de leurs enfants, leurs soins de santé, acheter des tôles et meubles pour leurs maisons, etc... D'autres indiquent que grâce à cette aide, ils ont pu commencer de petites activités génératrices de revenus (AGR) qui leur ont aussi permis d'améliorer leurs conditions de vie ;
- ✓ Une amélioration des conditions sécuritaires du milieu, spécialement, depuis l'implication des jeunes dits « Balala rondo⁴ » (veilleurs de la nuit) dans la sécurité de différents villages. D'après les participants de groupe de discussion de Lubicako 1 et Misisi Centre, cette amélioration se justifie par rapport aux mois précédents quand il y avait beaucoup de criminalités dans le territoire de Fizi, en particulier dans les sites d'intervention choisis par AVSI. Cependant, une inquiétude demeure malgré l'installation de ces groupes. On redoute notamment un regain d'insécurité vu la faible disponibilité de l'argent dans le milieu.
- ✓ Au contraire, certains membres de groupes de discussion et entretiens clefs déplorent les déviations commises par les « Balala rondo ». En effet, ils citent l'existence à partir de 20 heures du soir d'une multiplicité de barrières illégales payantes où chaque passant est tenu de payer un minimum de 500Fc soit environ 0.5\$. Ces paiements ont été établis soit disant pour la contribution à la sécurité et la construction de cachots illégaux. D'autres participants craignent même une transformation de ce groupe en milice et/ou une rébellion ;
- ✓ Des barrières illégales ont également été érigées selon les membres de la communauté par le Général Sikatenda. Selon les membres de groupes de discussion, à chacune de ces barrières, chaque moto, véhicule et creuseur est obligé de payer un minimum de 1\$ par jour pour le traverser. Quiconque s'oppose à cette mesure est torturé sous ordre de ce général en retraite par ses éléments. Un leader des creuseurs avec qui nous nous sommes entretenus nous a informés que seuls les engins d'ONG ainsi que les véhicules et motos privés portant l'autocollant « Fermer Lubanga » (c'est-à-dire fermer ta bouche) peuvent circuler librement dans toute la zone de Misisi et ses périphéries sans exigence de paiement. Cet autocollant a été instauré par le général ci-haut cité.

1. Principaux conflits récurrents

Trois conflits ont été cités par la plupart des personnes sondées comme étant les conflits les plus récurrents. Il s'agit des conflits domestiques, des conflits d'abus de pouvoir liés au pouvoir coutumier et des conflits fonciers (transhumance). Notons ici que la dynamique des conflits de ce scan est presque la même par rapport à celle constatée lors du conflit scan pré intervention, excepté les conflits économiques qui semblent déjà atténués. Cela veut dire que parmi les anciens conflits identifiés, deux ont été encore cités et un autre qui serait nouveau (conflits domestiques). Pour rappel, le précédent conflit scan a relevé que le territoire de Fizi avait trois conflits récurrents notamment les conflits économiques (conflits entre les propriétaires des puits et les conflits entre les creuseurs artisanaux), les conflits de transhumance et les conflits des limites de groupement.

⁴ Ce sont des jeunes qui suite à l'insécurité grandissante du milieu, ils se sont organisés pour faire des patrouilles la nuit afin de lutter contre l'insécurité.

Graphique 3: Genre de conflits qui se manifestent le plus souvent dans le territoire de Fizi



a) Conflits domestiques

44% des personnes interrogées mentionnent le conflit domestique comme étant le plus fréquent des conflits. Ce conflit oppose les creuseurs à leurs épouses. Selon les épouses, lorsque leurs familles font face à des difficultés financières, les époux ont tendance à travailler alors dans des carrés miniers pour subvenir aux besoins de leurs ménages étant donné que la mine est l'activité principale dans la zone. Cependant, une fois que ces creuseurs reçoivent leur salaire, ils se remarient à d'autres femmes, abandonnant ainsi leurs premières épouses et déclinant toutes responsabilités envers leurs enfants. Alors, lorsque ces épouses vont ensuite à la recherche de leurs époux afin qu'ils reviennent à leurs charges parentales, c'est la violence physique (coups et blessure, bagarre,...) qui s'ensuit entre les époux et quelques fois leurs concubines.

Il est à noter que dans cette zone, il est communément admis que la composition familiale, l'affiliation et la paternité sont d'une importance capitale. L'abandon des familles et le rejet de tous les liens familiaux sont considérés comme étant une violation des valeurs traditionnelles. Ainsi, le fait qu'un mari quitte ou abandonne son foyer pour aller dans des carrés miniers crée déjà un déséquilibre au sein de sa famille. Selon les participants aux groupes de discussion et entretiens clés, les familles délaissées courent beaucoup de risques. Il s'agit par exemple, de la non-scolarité des enfants et le manque d'estime et la marginalisation de la famille par la communauté. De plus, lorsqu'un époux ayant abandonné sa famille ne réussit pas dans sa carrière ou lorsqu'il se trouve dépouillé par sa concubine et retourne dans sa famille délaissée qui traverse des difficultés énormes de tout genre (maladie, financière, etc.), cette situation crée beaucoup de tensions au sein de ladite famille. La plupart des femmes reçues dans les groupes de discussion ont expliqué que lorsque leurs époux retournent, c'est souvent dans un état de santé dégradant c'est-à-dire la plupart d'entre eux reviennent porteurs de maladies sexuellement transmissibles. D'autres tensions surgissent quand les épouses demandent à leurs conjoints de faire les tests médicaux avant d'intégrer la famille. Ainsi, on enregistre plusieurs cas de disputes, bagarres et coups et blessures dont plusieurs femmes sont victimes.

Cependant, selon les participants aux groupes de discussion et entretiens clés, la distribution de cash a permis d'atténuer ce conflit. En effet, cette aide a permis à plusieurs de ces femmes de développer des activités génératrices de revenus (AGR) leur permettant non seulement de subvenir à leurs besoins familiaux mais aussi d'être économiquement indépendantes. Certaines femmes peuvent désormais se procurer les produits qu'elles estiment nécessaires et primordiaux pour leurs familles, à l'absence de leurs maris. Nos enquêtes indiquent que ces femmes semblent s'adapter à la situation à partir des AGR qu'elles ont mis en place.

b) Conflits liés au pouvoir coutumier

Les résultats montrent que 38,4% des personnes interrogées estiment qu'il existe des conflits liés aux abus de pouvoir sur le territoire de Fizi. Il s'agit principalement des conflits de pouvoir coutumier, nouvellement identifié dans la zone. La plupart des participants aux groupes de discussions et entretiens clés affirment que ces conflits se sont accentués ce dernier temps suite non seulement à l'exploitation des ressources économiques (minerais, taxes et redevance, etc.) mais aussi à certaines autorités locales, qui à force de chercher à se maintenir au pouvoir entretiennent des relations avec des groupes armés. Disons cependant que les causes de ces conflits diffèrent d'un site à l'autre tel que mentionné dans le cadre ci-dessous.

Dans les sites de Lubichako 1 et 2 : Depuis des années, le conflit lié aux limites de la localité de Lubicako 1 et 2 oppose les chefs coutumiers de ces deux localités. Selon le chef de Lubicako 2, cette localité étant une entité à forte démographie, le chef de ce milieu se dit être le titulaire de la gestion des deux localités, Lubicako 1 et 2. Par conséquent, le chef de Lubicako 1 doit être sous son commandement. Selon les participants aux groupes de discussion, les conflits de leadership qui opposent souvent ces deux chefs ont un agenda caché. Ces derniers estiment que l'exploitation des ressources minières, les intérêts égoïstes liés à la perception des taxes ainsi que le manque de communication entre les chefs de ces 2 localités seraient les causes principales. De plus, le chef de Lubicako 2 est accusé d'avoir spolié une partie de Lubicako 1.

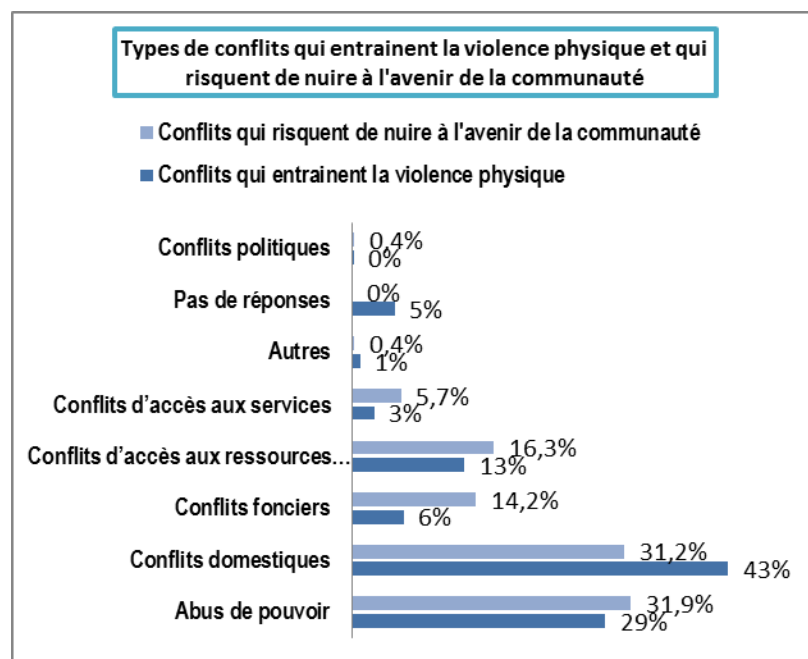
Dans le site de Kachemba : Le conflit de pouvoir qui sévit dans ce village oppose le fils du défunt chef à son oncle paternel. A la mort du chef du village, le fils aîné du défunt pris le pouvoir suivant la loi de succession. Selon les participants aux groupes de discussion et entretiens clés, après une courte période de succession, le jeune chef fut jugé incapable de gérer convenablement cette entité. Les propriétaires de terre étant mécontents de sa mauvaise gestion ont préféré introniser l'oncle paternel du prince à titre de régent⁵. Kachemba étant riche en matière minérale, cet oncle est devenu très influent au détriment de son neveu. En effet, les participants aux groupes de discussion estiment que le pouvoir de cet oncle a été raffermi suite non seulement aux redevances coutumières liées à l'exploitation des terres qu'il donnait à ses supérieurs hiérarchiques (chef de chefferie, chef de secteur, chef de groupement, etc.), mais aussi aux relations entretenues avec certains groupes armés actifs dans la zone.

Dans le site de Ngalula et Tulonge : Ce conflit oppose le chef de localité Ngalula et le chef de village Tulonge où ce dernier réclame l'autonomie dudit village. Selon les participants aux groupes de discussion et entretiens clés, la présence de minerais dans le village de Tulonge est un des éléments motivant la réclamation du chef de ce village à être autonome. De plus, une sorte de confusion entretenue par les autorités politico administratives rendant la nomination du chef de Tulonge autonome, empira la situation étant donné que ce dernier était sous la supervision directe du chef de Ngalula. Notons que cette nomination a été faite à l'insu de son chef hiérarchique (chef de localité Ngalula) qui lui aurait jadis refusé cette autonomie. Ainsi, il persiste plusieurs confrontations entre ces deux chefs. Les résultats des analyses qualitatives font ressortir plusieurs conséquences issues de ces conflits dans ces différents sites. Il s'agit notamment, de la rupture de la cohabitation et cohésion sociale entre les proches du chef de localité Ngalula et celui du village Tulonge, la pauvreté, la haine, les déplacements de population, les bagarres, les coups et blessures, la méfiance ainsi que les assassinats ciblés.

Quant aux principaux acteurs de ces conflits, les participants aux groupes de discussion et entretiens indiquent que les chefs de groupement collaborent avec les chefs de secteur pour qu'ils soient maintenus au pouvoir. A cela s'ajoute certains jeunes manipulés et d'autres autorités politico-administratives qui seraient aussi parmi les acteurs principaux de ces conflits. Les intérêts économiques liés à l'exploitation des ressources naturelles (minerais) seraient les principaux facteurs qui poussent ces acteurs à renforcer ces tensions.

Graphique 5: Conflits qui entraînent la violence physique et risquent de nuire à l'avenir de la communauté

⁵ Est une période transitoire dans l'histoire d'une monarchie durant laquelle une personnalité pouvant éventuellement, mais pas nécessairement, appartenir à la famille royale, exerce le pouvoir au nom du monarque en titre, trop jeune, absent, incapable de gouverner par lui-même ou ne pouvant assumer ses fonctions de roi. L'équivalent républicain de la régence est l'intérim.



c) Conflit foncier (conflit de transhumance)

Ce conflit est principalement vécu dans les localités de Lubichako I et II et Kachemba et risque de nuire à l'avenir de la communauté (selon 14% des enquêtés) si rien n'est fait à temps pour l'atténuer. Dans toutes ces localités, ce conflit est saisonnier (conflit de transhumance) et oppose les éleveurs banyamulenges aux agriculteurs, qui représentent la majorité de la population. Les participants aux groupes de discussion et entretiens clés indiquent que c'est souvent vers le mois de mai que les banyamulenges à la recherche des herbes pour leurs vaches envahissent les villages avec leurs troupeaux. Ils viennent en majorité des collines de Bibokoboko, Milimba et Minembwe. Pour le chef de localité de Lubichako II reçu en entretien, ces éleveurs banyamulenges viennent après avoir payé une redevance dite « Tozo » aux chefs de groupement et du secteur : « *Malheureusement, nous sommes au regret de constater qu'une fois dans le milieu, ils ne respectent plus les espaces qui leur sont réservés. Et à quiconque ose leur reprocher de ravager les cultures des paysans, ils lui disent qu'ils ont payé leur vache aux chefs* ».

Au sein de ces entités, les causes du conflit ci-haut sont les mêmes à chaque saison (mois de mai à septembre). Selon les participants aux focus groupes et entretiens, il s'agit notamment de la peur et/ou crainte des capitas⁶ face aux éleveurs armés, la signature des accords entre les éleveurs et le chef de secteur et/ou chef de groupement pour la redevance « Tozo » en contrepartie d'un espace pour faire paître leurs vaches, la dévastation des champs des agriculteurs par les éleveurs, le non-respect de l'espace convenu entre eux et les autorités pour faire paître leurs bêtes et le manque de respect ressenti (dédain/méfiance) des éleveurs pour les agriculteurs.

Quant aux conséquences de ce conflit, les personnes interviewées parlent de la crise/misère car tous les champs ont été dévastés par les vaches, le manque de cohabitation pacifique entre les banyamulenge (éleveurs) et les autres habitants et le risque permanent de confrontation. Un vieux sage reçu en entretien à Kachemba a fait savoir que les banyamulenges en venant faire paître leurs vaches ont souvent des armes à feu et autres armes blanches. Cette hypothèse est confirmée par le chef de localité et autres participants aux focus groupes dans tous ces villages. « *Etant donné que cette situation de transhumance ne fait que se répéter chaque année et les agriculteurs sont calmes, qu'arrivera-t-il lorsque ces derniers vont aussi se fâcher contre les éleveurs banyamulenge ?* », s'interrogent-ils. Le représentant des jeunes de Lubichako II a conclu : « *Nous demandons à nos autorités locales de prendre leurs responsabilités avant que le pire n'arrive parce que nous en avons aussi marre...* ».

⁶ Nom communément utilisé dans ce territoire pour désigner le chef de quartier ou du village

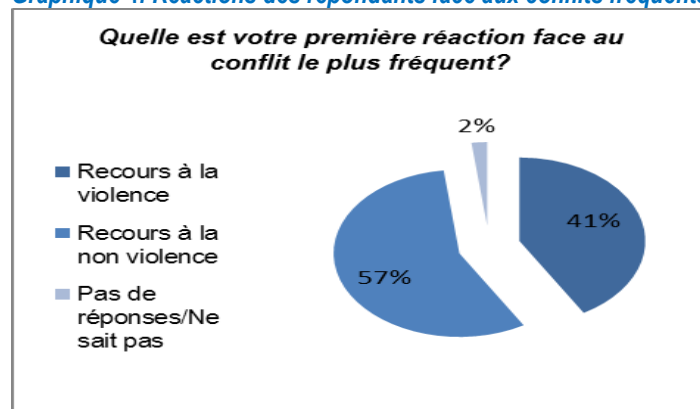
Quant aux acteurs de ce conflit, nous avons les éleveurs banyamulenge qui donnent les redevances dites « Tozo » à certains chefs de localité, chefs de groupement et de secteur, ainsi que certains leaders communautaires (vieux sages et notables), et bénéficient en contrepartie de l'espace pour faire paître leur vaches. Cependant, les agriculteurs déplorent que ces éleveurs ne respectent pas souvent l'espace qui leur est réservé par ces autorités et vont jusqu'à faire ravager leurs champs ; ce qui les pousse à réagir et cela crée des tensions entre eux. Il est également signalé l'appui de certaines autorités politico-administratives et militaires du côté Banyamulenge qui accentuent les conflits lorsqu'ils se font passer pour les propriétaires du bétail.

Par rapport aux mécanismes de résolution de ces conflits, les participants aux groupes des discussions indiquent que les agriculteurs recourent souvent à la violence en utilisant les armes blanches étant donné que les éleveurs seraient en train de faire ravager leurs champs. Cela conduit aussi les éleveurs à recourir aux armes à feu. Ces interviewés estiment qu'une attention particulière devrait être portée sur ce conflit avant que le pire n'arrive.

Mécanismes de résolution des conflits

S'agissant des mécanismes de gestion de conflit, il est nécessaire de noter que 41% de personnes interrogées ont affirmé recourir à la violence comme mode de résolution de leurs différends. 57% ont cependant affirmé que lorsque le conflit est déclenché, ils ont recours aux mécanismes traditionnels non violents tels que les « Barza » communautaires, le dialogue entre les parties en conflits, les conseils en familles, etc.

Graphique 4: Réactions des répondants face aux conflits fréquents dans le territoire de Fizi



Enfin, tel que l'indique le graphique ci-dessous, les conflits ci-haut évoqués sont ceux qui entraînent la violence physique et qui risquent de nuire à l'avenir de la communauté.

2. Suivi post intervention

A la question de savoir comment les participants à cette étude ont trouvé la manière dont les interventions humanitaires se passent chez eux et la façon dont ils ont été satisfaits de celles-ci, la majorité des participants aux groupes de discussions et entretiens ont illustré que la plupart des interventions humanitaires ayant eu lieu auparavant dans la zone s'étaient mal déroulées. A titre d'exemple, ils indiquent qu'à part le transfert de cash par AVSI du mois de décembre 2016, la précédente et la dernière intervention de 2012 où AVSI avait organisé une foire avait créé de multiples tensions. La particularité pour celle de décembre 2016 était que tous ceux qui ont reçu les jetons ont été réellement servis. Les participants ont indiqué qu'il n'y a pas eu de tensions lors de la distribution de cash d'AVSI sauf quelques incidents qui ne sont pas du tout graves. On note juste quelques petits remous dû à l'engouement face à l'argent. « Et cela est normal lorsque tu vois quelqu'un qui est dans la même situation que toi être servi et que toi on te laisse alors que tu es en crise et on t'avait identifié... ! Mais, juste après la situation est revenue à la normale et la collaboration est bonne présentement », explique un des participants aux groupes de discussion de Lubicako 1. Ainsi, bien qu'il y ait encore des questionnements par rapport à l'identification, les

participants aux groupes de discussion et entretiens clés en profitent pour féliciter AVSI et SFCG pour cette amélioration prouvée pendant la distribution de cash en décembre dernier.

En ce qui concerne la distribution de cash faite au mois de décembre 2016, il est ressorti que pour ceux qui ont été servis, le niveau de l'assistance était bon mais peu satisfaisant au vu des besoins qui restent énormes. Néanmoins, l'argent reçu a aidé à couvrir pas mal de besoins selon les participants. A titre d'exemple, une femme prenant part au groupe de discussion à Tulonge indique que lorsqu'elle a reçu l'argent, elle a entrepris directement une activité génératrice de revenus qui l'a aidé à payer les frais scolaires de ses enfants et répondre aux différents besoins de son ménage. D'autres affirment que grâce à cet argent, ils ont pu payer leurs dettes, les factures d'hôpital, acheter des tôles, meubles, etc. L'initiative a aussi été saluée et encouragée par ceux n'ayant pas bénéficié de l'aide financière. *« J'ai été content de l'aide que AVSI a apporté aux vulnérables. Cette aide les a beaucoup aidé à subvenir aux besoins de leur ménages à travers les activités génératrices de revenu que nombreux d'entre eux ont entrepris »* affirme un participant au focus group de Kachemba. Pour une femme leader reçue en entretien clé à Lubicako, *« l'aide d'AVSI a permis à plusieurs bénéficiaires de devenir indépendant ce qui m'a beaucoup soulagée car chez moi je supportais trois personnes qui ont reçu cette aide et qui sont devenues indépendantes actuellement »*.

A l'issue de l'intervention cash faite par AVSI, il sied de noter également une problématique liée à l'accès aux ressources économiques qui est identifiée dans la zone, d'une forme différente de ce qui avait été observé lors de l'étude pré-intervention⁷. Les analyses qualitatives de la présente étude démontrent en effet qu'il existe un conflit entre certains bénéficiaires de ladite intervention et d'autres personnes qui n'ont pas été assistées, alors qu'elles avaient été identifiées comme vulnérables.

Conclusions

Entre le 20 et le 31 janvier 2017, un conflict scan post intervention a été réalisé dans le territoire de Fizi, villages de Ngalula, Tulonge, Kachemba et Lubicako 1&2. Cette étude nous a permis de comprendre le contexte après l'assistance en cash. De manière spécifique, cette étude cherche à identifier avec l'aide des membres des communautés (bénéficiaires et non bénéficiaires) les principaux conflits récurrents, les causes et conséquences.

A l'issue de cette étude, deux types de conflits ont été identifiés comme étant récurrents dans la zone. Il s'agit des conflits domestiques (44%) et d'abus de pouvoir (38%). Par rapport aux conflits liés aux abus de pouvoir, il s'agit spécifiquement de conflit de pouvoir coutumier, lesquels varient selon les sites. Ces conflits sont dus d'une part à la lutte pour le pouvoir entre certains chefs coutumiers et d'autres parts aux limites de certains villages suite aux potentialités des ressources naturelles dans lesdits villages. Les conflits domestiques sont quant à eux dus à l'abandon des familles par les creuseurs, leur infidélité et leurs refus d'effectuer des tests de dépistages à leur retour. Les mêmes conflits ci-haut cités ont été également mentionnés comme étant ceux qui entraînent le plus la violence physique et qui risquent le plus de nuire à l'avenir de la communauté.

En ce qui concerne les interventions humanitaires, aucun conflit majeur n'a été rapporté. Selon les participants, bien que les activités précédentes faites par AVSI se soient mal déroulées, la dernière intervention cash du mois de décembre 2016 n'a pas créé de tensions importantes.

S'agissant des mécanismes locaux de transformation des conflits, les résultats de ce scan démontrent que de nombreuses personnes recourent à la violence. D'autres par ailleurs préfèrent les mécanismes non violents tels que le dialogue, les barza communautaires, les conseils de famille, etc.

⁷ Pour plus de détails, consulter le rapport pré-intervention du mois de Février 2017.

Recommandations

➔ ***Pour une intervention au niveau structurel/Institutionnel : Promouvoir les mécanismes non violents***

- Pour réduire l'enrôlement des jeunes au sein des milices et groupes armés, il serait nécessaire de renforcer les séances de sensibilisation des jeunes à la consolidation de la paix. Aussi, pour les organisations qui interviennent dans le domaine d'encadrement de la jeunesse, il serait important de mettre en place un centre d'encadrement professionnel de la jeunesse afin de contribuer à leur instruction sociale et leur prise en charge autonome.
- Afin de réduire les violences domestiques, il est important de sensibiliser les maris creuseurs et leurs femmes à travers l'organisation d'un séminaire de formation en matière de genre, famille et enfant, avec des conseils pratiques pour vivre dans la cohabitation pacifique.
- Pour rechercher une solution aux conflits de pouvoir coutumier auxquels sont confrontées les différentes entités, il est recommandé de faciliter l'organisation d'une table ronde entre tous les chefs des localités en conflit, les chefs de groupement et les chefs de secteur ainsi que les leaders et notables locaux.
- Etant donné que dans le territoire de Fizi, la plupart des conflits sont réglés d'une manière violente et qu'il n'y a presque pas de structures de résolution des conflits, il serait donc nécessaire que SFCG facilite la création ou l'installation de structures de résolution des conflits (par exemple des comités villageois de paix) afin de promouvoir les mécanismes de résolution pacifiques des conflits.
- Etant donné que la plupart des participants aux groupes de discussion et entretiens clés ont indiqué qu'il se posait le problème lié au coût de transport qui obligeaient la majorité des bénéficiaires du cash à parcourir une longue distance (d'environ 30km), il serait souhaitable en cas d'une probable intervention que les guichets de perception soient ouverts dans des villages ciblés pour réduire le coût de transport aux bénéficiaires.

➔ ***Pour renforcer la cohabitation et la cohésion sociale entre les membres de la communauté***

- En collaboration avec les autorités locales et militaires, SFCG pourrait envisager l'organisation d'un atelier d'échange sur l'éthique et la déontologie militaire pour sensibiliser et prévenir sur les conséquences qui proviendraient de leur implication dans les conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs. Un dialogue social, voire des tribunes d'expression populaire (TEP) pourraient également être envisagées entre la population et le général retraité Sikatenda pour mettre fin aux barrières illégales entretenues dans la zone.
- En vue de renforcer les liens entre les membres des différentes communautés et leur niveau de confiance, il serait nécessaire d'organiser les activités de rapprochement telles que les théâtres publics, événements sportifs et autres activités culturelles. Il en est aussi du renforcement de la sensibilisation de la population sur la résolution pacifique des conflits à travers l'augmentation de la fréquence des diffusions des émissions radio SFCG sur les chaînes de radio les plus suivies dans la zone.

Annexes:

Annexe 1 : Synthèse des conflits principaux

Conflit principal	Causes/raisons	Conséquences/Pourquoi c'est un problème	Acteurs principaux/ Lignes et division	Mécanismes de résolution actuels/ désirés
Conflits domestiques	Difficultés financières des époux qui font à ce qu'ils deviennent incapables de subvenir à leurs besoins. Polygamie, concubinage,	Pauvreté Maladies Abandons des études par les enfants Tuerie/ meurtres et assassinats Haine, jalousie Agressions/coups et blessures Bagarre, etc.	Les creuseurs Les femmes mariées, les hommes mariés Les femmes vivant dans des carrés miniers Leaders communautaires	Violence, Barza communautaires, Le dialogue, Les conseils en familles, Etc.
Conflit lié aux abus de pouvoir (Conflit de pouvoir coutumier)	Limite des localités, Exploitation des ressources minières, les intérêts égoïstes liés à la perception des taxes, le manque de communication, la mauvaise gestion,	Rupture de la cohabitation et cohésion sociale, le manque de développement du milieu, la pauvreté, la haine, les déplacements de population, les bagarres, coups et blessures, la méfiance et les assassinats ciblés.	Les chefs des secteurs, Les leaders communautaires, Les autorités coutumières, Certains jeunes manipulés, Les autorités politico administratives	Violence, Bagarre, coups et blessures, Dialogue Médiation
Conflit foncier (transhumance)	Peur, signature des accords entre les éleveurs et les autorités locales concernant les redevances dites « Tozo » en contre partie de l'espace pour faire paître les bétails, non respect de l'espace convenu.	Dévastation des champs, misère, dédain, manque de cohabitation pacifique, collaboration avec les groupes armés, méfiance, rupture de la cohésion sociale, etc.	Éleveurs, agriculteurs, chefs de localité, chefs de groupement et de secteur, certains leaders communautaires (vieux sages et notables), militaires, groupes armés.	Violences physiques avec arme blanche

Annexe 2 : Guide de discussion focus group et entretiens clés

QUESTIONNAIRE POUR LES GROUPES DES DISCUSSIONS ET ENTRETIENS CLES/FIZI

1. Remarques pour la préparation de l'entretien/de la discussion de groupe

- Les entretiens et discussions de groupe doivent avoir lieu dans un endroit «sûr» et tranquille, où les interlocuteurs se sentent confortable et à l'aise de parler.
- Être conscients des risques de sécurité: Pourrez-vous mettre en danger des gens en leur posant des questions? Pourrez-vous mettre vous-même ou votre équipe en danger en posant des questions? -> Une analyse du conflit ne doit pas être réalisée si les risques sont trop élevés!
- Éviter d'exacerber les divisions entre les interlocuteurs par la façon dont vous posez les questions. Les questions ouvertes sont plus sûrs, car ils laissent l'initiative et le contrôle à la personne qui répond, ils peuvent prendre la conversation dans la direction qu'ils préfèrent. Les questions de suivi peuvent demander des précisions ou des informations supplémentaires.
- Observer la dynamique de la conversation attentivement !

Parler du conflit et de la paix

Conflits et paix/moments de paix font partie de notre vie; ils sont conditions naturels et ne sont pas négatif ni positif par définition. Les conflits et la paix ne sont pas des conditions statiques ou délimités, ils sont en constante évolution, et se produisent dans les séquences circulaires plutôt que linéaires. Sur la base de cette compréhension, «conflit», «guerre» et «paix» devient catégories relatives, car en réalité, ces catégories ne sont pratiquement jamais clairs; il y a toujours des flots de paix pendant la guerre et il y a toujours des conflits en temps de paix. Lors d'entretiens avec différentes personnes et leur poser des questions sur les conflits et la paix, trois faits deviennent cruciales:

- Les conflits et la paix peut signifier des choses différentes pour différentes personnes
- Définir et parler de conflit ou de la paix n'est pas facile
- Différent langues ont des mots et des significations différents de la «paix» et du «conflit»

Il est donc important d'être flexible et poser la même question en manières différentes, afin de savoir ce que les gens comprennent de la paix et des conflits. Par exemple, les gens pourraient voir leur contexte ni comme «guerre», ni «conflit», ni «paix». C'est souvent le cas après un accord de paix a été signé ou des élections ont eu lieu. Dans cette situation, il peut être nécessaire de réformer la discussion. Une possibilité sera – au lieu de poser des questions sur les conflits –démarrer le processus d'analyse par l'élaboration d'une vision positive pour la société/communauté. On pourra utiliser l'analyse «quatre boîtes «pour» identifier les facteurs qui supportent et qui freinent la vision positive.

En annonçant l'analyse des «conflits» et en parlant des «conflits», un défi peut être que nous « gonflons » les conflits. Ceci peut être évité en étant transparent sur le but de l'analyse des conflits, par la formulation des questions d'une manière non suggestive, par mettant également l'accent sur les conflits qui sont devenus moins volatils ou violent, et en reconnaissant que l'analyste ne doit pas identifier les conflits lui- ou elle-même, mais qu'on le fait d'une manière participative (par exemple par les discussions de groupe ou Barza).

Genre

Les femmes et les hommes (et les fils et les garçons)

- éprouvent les conflits différemment (des difficultés et vulnérabilités distinctes)
- peuvent jouer des rôles différents dans les conflits et la résolution des conflits
- peuvent être affectés différemment par un conflit
- peut avoir des intérêts et positions différents

A cause de ça, il est important de demander des questions spécifiques sur les femmes et les hommes. Sans cette particularisation, l'analyse peut mener à une compréhension fausse ou biaisée et risque que des facteurs ou éléments critiques du conflit ou de la paix sont ignorés. Par la suite une analyse biaisée peut mener à des approches programmatiques biaisées ou non-équilibrées. Dans chacune des questions suivants on fera une brève référence au genre.

2. Instructions pratiques

Pour le facilitateur :

- Introduire bien le but de la discussion, la durée estimée, clarifier que leurs réponses seront gardées en toute confidentialité, et leur noms ne seront pas enregistrés. Demandé s'ils ont des questions avant vous commencez la discussion.
- Ces questions sont conçues comme support pour la conversation. Il ne faut pas les demander toutes. Cependant, il est important que vous posiez les questions **grasses**. Dépendant la situation, les facilitateurs peuvent les adapter et ajouter des questions lors de l'entretien s'ils le jugent nécessaire pour arriver à la substance.
- Les facilitateurs posent les grandes questions et des sous-questions.
- Dans les FGDs, essayer d'engager les gens qui ne disent pas beaucoup.

Pour le rapporteur :

- Prendre des notes des réponses comme l'aide du modèle prévu.
- L'observation pendant la conversation est le rôle du rapporteur : il/elle prend les notes des observations :
 - a. Est-ce que les gens sont ouverts et prêts à parler de conflit, ou est-ce que c'est un thème sensible, pour des raisons politiques, culturelles ou de sécurité?
 - b. Est-ce que les gens peuvent parler, ou sentent-ils des contraintes? Pourquoi?
 - c. Y a-t-il des questions ou des sujets spécifiques qui sont tabou ou qui doivent être adressés d'une manière spécifique?
 - d. Comment sont les dynamiques dans le groupe? Qui guide la conversation?
- Les rapporteurs peuvent aussi se servir des sous-questions, et assurer que tous les questions grasses soient abordées : rappelez le facilitateur s'il/elle oublie une question ou posez-la vous-même !

3. L'entretien/ la discussion de groupe

3.1. Introduction générale aux entretiens

« Je m'appelle ----- Nous menons une étude pour le compte de Search For Common Ground. Elle s'inscrit dans l'optique de comprendre mieux la situation dans laquelle vous vivez: les conflits et les facteurs qui sont à l'origine ou contribuent aux tensions, et les facteurs qui tentent à réduire les tensions, les dynamiques des conflits, et la manière dont ces conflits sont gérés.

Nous comptons sur vous pour nous éclairer de temps en temps sur l'évolution des conflits, et la manière dont ils sont gérés. Les informations récoltées vont nous aider à mieux nous situer par rapport aux actions que nous menons.

Les réponses que vous allez nous donner seront gardées en toute confidentialité. Elles seront utilisées seulement pour le but de cette étude. Vos noms ne seront pas enregistrés. Vous êtes libre de répondre aux questions que je vais vous poser mais en toute franchise. D'après nos estimations, la durée de la discussion prendra 2 heures au maximum devrait être 1-2 heures. Beaucoup de votre temps et disponibilité. Est-ce qu'il y a des questions avant que nous commençons ?

3.2. Informations générales sur les interlocuteurs et les facilitateurs

Catégorie des participants		Nom de l'enquêteur	
Nombre des participants		Date (jour/mois)	
Nombre des hommes		L'heure de début	
Nombre des femmes		L'heure de la fin	
Lieu (Province, Territoire, Groupement, Localité, Appellation locale, Lieu précis)			

Cohésion Sociale

- a. Quels sont les changements/événements les plus grands pendant les derniers 6 mois dans ce milieu ?
-> recevoir une vue générale de la situation

- b. Quel niveau de collaboration existe entre les gens de votre milieu ?
 - i. Est-ce que tous les enfants vont dans la même école ?
 - ii. L'église accueille-t-elle tous les habitants de votre localité ?
 - iii. Est-ce que tout le monde va au même marché ?
 - iv. Avez-vous des activités dont tout le monde participe ?
 - v. Comment est l'accès aux soins ? Est-ce que c'est égal pour tout le monde ?
 - vi. Existes-ils des intérêts communs pour tous les habitants de votre localité ?
 - vii. Comment se fait le mariage ?
 - viii. Comment se fait le deuil ?
- c. Comment se fait la gestion communautaire ?
- d. Comment la justice est-elle rendue dans votre communauté ?
- e. Vivre en paix, ça veut dire quoi pour vous ?
-> comprendre les intérêts des différentes personnes/groupes
- f. Quand vous pensez à l'avenir, vous pensez à quoi ?
- g. Comment vous voyez vos vies dans 5 ans ?
- h. Comment trouvez-vous la manière dont se passent les interventions humanitaires ici chez vous ? Etes-vous satisfaite de cette manière ? si oui comment, si non comment ? Donnez des exemples concrets des interventions humanitaires déjà faites dans la zone ?
- i. pensez-vous qu'elle crée des tensions ? Si oui pensez-vous qu'elle handicape la cohésion sociale au sein de la communauté ?
- j. Quand vous voyez un agent d'AVSI dans votre communauté à quoi pensez-vous ? êtes-vous prêt à collaborer avec lui ?

➤ Pour toutes les questions, on peut poser ces questions additionnelles : Pourquoi ? Est-ce que ça toujours été comme ça ?

Note : Laissez parler les participants. Pour les 2 ou 3 principaux types de conflit cités, chercher à comprendre les causes, les conséquences, les principaux acteurs et lignes de division, les types de mécanismes de résolution utilisés... Voir les différences sur les différents groupes : hommes/femmes/jeunes...

Contexte et conflits

- a. Quel genre de conflit se manifeste le plus souvent au sein de votre communauté ? pouvez-vous les décrire ?
- b. Quel est le conflit qui entraîne le plus la violence physique dans votre communauté ? Pouvez-vous le décrire ?
- c. Y a-t-il des conflits existant actuellement qui risquent de nuire pour l'avenir de votre communauté ? Quels sont ces types des conflits

Causes et Conséquences

- d. Quelles sont les causes des conflits qui se manifestent les plus souvent ? Quelles en sont les conséquences ?
- e. Quelles sont les causes des conflits qui entraînent le plus la violence physique ? Quelles en sont les conséquences ?
- f. Quelles sont les causes de ces conflits qui risquent de nuire pour l'avenir, quelles peuvent être les conséquences néfastes ?

Acteurs principaux

- a. Quels sont les acteurs impliqués dans ces conflits qui se manifestent les plus souvent ?
- b. Quels sont les acteurs impliqués dans ces conflits qui entraînent le plus la violence physique ?
- c. Quels sont les acteurs impliqués dans ces conflits qui risquent de nuire pour l'avenir ?

Les mécanismes de résolution

- a. Quels sont les mécanismes de résolution des conflits qui se manifestent les plus souvent ?
- b. Quels sont les mécanismes de résolution des conflits qui entraînent le plus la violence physique ?
- c. Quelle solution proposeriez-vous pour éviter les conflits qui risqueraient de nuire pour l'avenir de votre communauté ?

Avantages/désavantages de la non-violence et de la violence pour transformer les conflits (20 minutes)

- a. Les conflits dans votre milieu, nécessitent-ils pour être résolus une solution violente ou non-violente ? Pourquoi ?
- b. Connaissez-vous des approches non-violentes ? Quels sont les avantages et désavantages de ces approches ?
- c. Quels sont les avantages et désavantages d'une approche violente ? Qu'entendez-vous par approche violente ?
- d. Est-ce qu'il y a des institutions, des traditions ou des personnes qui empêchent une solution non-violente ?

Consolider la paix : (20 minutes)

- a. Qu'est-ce qu'il faut faire pour rendre une solution violente moins attractive ? Notamment pour les jeunes hommes et les jeunes femmes ?
- b. Quelles sont vos recommandations pour transformer les conflits et consolider la paix dans votre milieu ?

Questions complémentaires SPI(20minutes)

- 1) Comment est évoluée la cohésion sociale dans votre milieu depuis les distributions cash d'AVSI ?
- 2) Comment trouvez-vous la manière dont l'assistance a été distribuée par AVSI ?

- 3) Pensez-vous que les interventions humanitaires créent des tensions au sein de la communauté? Si oui, pouvez-vous donner quelques exemples concrets?
- 4) Si oui à la question ci-dessus, au cours de l'année 2016, combien des conflits connaissez-vous qui sont liés à l'intervention humanitaire d'AVSI ?lesquels ? quelle a été votre réaction face à ces conflits?
- 5) Connaissez-vous le système de plainte mise en place par AVSI et SFCG ?
- 6) Selon vous, est-ce que le système de plainte qui est en place est une solution adaptée pour transformer éventuels conflits ?

Après l'entretien/la discussion :

- Remercier les interlocuteurs pour la discussion et leur temps et disponibilité. Demander s'ils ont des questions
- Noter vos observations que vous avez eu pendant la discussion (la dynamique de groupe, les questions qui sont été difficile ou facile à répondre, les émotions des interlocuteurs, ...)
 - S'il y avait des surprises (positives ou négatives) dans les répons et pendant la discussion, notez-les !

Tableau pour la prise de note des différents conflits

Type de conflit cité (+ spécification : le plus fréquent / le plus violent / le plus risqué)	Causes/raisons	Conséquences/Pourquoi c'est un problème	Acteurs principaux / Lignes de division	Mécanismes de résolution actuels / désirés

Pour mieux comprendre comment les participants gèrent les conflits, vous pouvez utiliser le tableau suivant :

	Police	FARDC	Eglise locale	Leaders communautaires	Autorités locales	Groupes armés
Vol / délit						
Meurtre / crime						
Attaque de masse / massacre						
Violence sexuelles						
Conflit fonciers						
Conflit domestiques						
Etc...						

Annexe 3 : Questionnaire quantitatif

QUESTIONNAIRE – SONDAGE CONFLICT SCAN POST INTERVENTION SFCG-AVSI: PROJET ARCIII

PARTIE 1: INFORMATION ENQUÊTEUR

#	Questions	Réponses
	Nom de l'enquêteur:	
	Date:	
	Site de : FIZI	
	Village de :	A écrire par l'enquêteur :

PARTIE 2: CONSENTEMENT INFORMEL

L'enquêteur doit lire à haute voix la partie 2.1

#	Question	Réponses et Codes
	<p>Bonjour. Mon nom est _____ et je travaille pour Search for Common Ground, une organisation non gouvernementale qui travaille dans la transformation des conflits. Nous menons une enquête dans le cadre du projet sur les Réponses alternatives pour les communautés en crise.</p> <p>La participation à l'enquête est volontaire et tous les résultats seront gardés confidentiels et anonymes. Vous êtes libre de refuser de répondre à une ou toutes les questions, et vous pouvez choisir d'arrêter l'enquête à tout moment. Vous ne serez pas payé pour répondre à ces questions, mais en participant vous contribuerez au développement de votre région. Les résultats de cette enquête seront uniquement utilisés pour aider Search for Common Ground à concevoir de meilleurs programmes dans cette région (entité).</p> <p>Cette enquête prendra environ 10 minutes.</p> <p>Êtes-vous d'accord de participer ?</p>	<p>(1) Oui</p> <p>(2) Non</p> <p><i>Si oui commencer l'entretien, si non remercier la personne et passer au prochain enquêtés.</i></p>

PARTIE 3: QUESTIONNAIRE

	Question	Réponses et Codes	Instructions
DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES			
1	Sexe	(1) Homme (2) Femme	<i>Une seule réponse</i>
2	Age	(1) Moins de 15 ans (2) 15-24 ans (2) 25-35 ans (3) Plus de 35 ans	<i>Une seule réponse</i>
3	Quelle est votre profession	(1) Elève/Étudiant (2) Enseignant (3) Cultivateur (4) Eleveur (5) Pêcheur (6) Commerçant (7) Négociant	<i>Une seule réponse</i>

		(8) Creuseur (9) Chômeur (10) Ménagère (11) Autorités administratives (12) Autorités coutumiers (13) Autorités religieuses (14) Fonctionnaire publique (15) Militaire (FARDC) (16) Policier (PNC) (17) Service de renseignement (ANR) (18) Agent ONG/Association (19) Journaliste (88) Pas de réponses/ Je ne sais pas (99) autre à préciser.....	
4	Quel est votre niveau scolaire	(1) Jamais étudié (2) Primaire (3) Secondaire (4) Université (5) Formation professionnelle	<i>Une seule réponse</i>
QUESTIONS CONFLICT SCAN			
5	Quel genre de conflit se manifeste le plus souvent au sein de votre communauté ?	(1) Conflits politiques (2) Abus de pouvoir (3) Conflits domestiques (4) Conflits fonciers (5) Conflits d'accès aux ressources économiques (6) Conflits d'accès aux services (88) Autres (99) Pas de réponses	<i>Une seule réponse possible</i>
6	Quel est le facteur le plus important qui cause ce conflit le plus fréquent ?	(1) Intérêts économiques (2) Intérêts politiques (3) Exclusion de la prise de décision / abus arbitraires de pouvoir (4) Pauvreté (5) Manque de communication (6) Discrimination ethnique (7) Insuffisance des terres (8) Absence de la justice (9) Absence d'éducation (10) Insécurité / absence de mécanisme effectif de protection physique (88) Autres..... (99) Pas de réponses/Ne sait pas	<i>Une seule réponse possible, ne pas laisser la personne parler et ensuite associer sa réponse au type de conflit approprié</i>
7	Quel est le conflit qui entraîne le plus la violence physique dans votre communauté ?	(1) Conflits politiques (2) Abus de pouvoir (3) Conflits domestiques (4) Conflits fonciers (5) Conflits d'accès aux ressources économiques (6) Conflits d'accès aux services (88) Autres (99) Pas de réponses	<i>Une seule réponse possible</i>
8	Quel est le facteur qui cause ce conflit le plus violent ?	(1) Intérêts économiques (2) Intérêts politiques (3) Exclusion de la prise de décision / abus arbitraires de pouvoir (4) Pauvreté (5) Manque de communication	<i>Une seule réponse possible, ne pas laisser la personne parler et ensuite associer sa réponse au type de conflit approprié</i>

		(6) Discrimination ethnique (7) Insuffisance des terres (8) Absence de la justice (9) Absence d'éducation (10) Insécurité / absence de mécanisme effectif de protection physique (88) Autres..... (99) Pas de réponses/Ne sait pas	
9	Y a-t-il des conflits en existence qui risquent de nuire pour l'avenir de votre communauté ?	(1) Oui (2) Non (99) Pas de réponses	<i>Si non allez à la question 12</i>
10	Quel type des conflits ?	(1) Conflits politiques (2) Abus de pouvoir (3) Conflits domestiques (4) Conflits fonciers (5) Conflits d'accès aux ressources économiques (6) Conflits d'accès aux services (88) Autres..... (99) Pas de réponses	<i>Une seule réponse</i>
11	Quel est le facteur qui cause ce conflit le plus risqué pour l'avenir de votre communauté ?	(1) Intérêts économiques (2) Intérêts politiques (3) Exclusion de la prise de décision / abus arbitraires de pouvoir (4) Pauvreté (5) Manque de communication (6) Discrimination ethnique (7) Insuffisance des terres (8) Absence de la justice (9) Absence d'éducation (10) Insécurité / absence de mécanisme effectif de protection physique (88) Autres..... (99) Pas de réponses/Ne sait pas	<i>Une seule réponse possible, ne pas laisser la personne parler et ensuite associer sa réponse au type de conflit approprié</i>
12	Quelle est la ligne de division la plus commune dans votre communauté ? En d'autres termes « Qu'est-ce qui différencie généralement les gens en conflits ? »	(1) Différences culturelles (2) divergences d'opinion (3) Différence de religion ; croyance (4) Inégalité (économique) (5) Impunité (6) Différences ethniques (99) Pas de réponse	<i>Une seule réponse</i>
13	Quelle est votre première réaction face au conflit le plus fréquent (question 5) ?	(1) Dialogue direct avec l'autre partie en conflit pour trouver une solution non-violente (2) Recours aux familles des parties en conflit pour des conseils / arbitrage (3) Recours aux leaders locaux (Barza, chefs coutumiers, vieux sages, leaders religieux, etc.) (4) Recours aux autorités étatiques (5) Recours à la justice et tribunaux (6) Recours aux forces de l'ordre (FARDC, PNC, ANR, etc.) (7) Recours aux organisations / ONG pour une médiation externe (8) Recours aux groupes armés (9) Violence / bagarre (10) Fuite/ éviter le conflit (11) Soumission (12) Aucune (99) Pas de réponse/Ne sait pas	<i>Une seule réponse possible</i> <i>Ne pas citer les réponses mais laisser la personne parler et ensuite associer sa réponse au type de conflit approprié.</i> <i>Une seule réponse possible</i>

14	Comment estimez-vous le niveau de confiance entre les gens dans votre milieu ?	(1) Très fort (2) Fort (3) Moyen (4) Faible (5) Très faible (6) Aucun (88) Pas de réponses/ Je ne sais pas	<i>Une seule réponse</i>
15	Comment est évoluée la cohésion sociale dans votre milieu depuis les distributions cash d'AVSI ?	(1) La cohésion sociale s'est améliorée (2) La cohésion sociale est restée la même (3) La cohésion sociale s'est détériorée (88) Pas de réponse/Je ne sais pas	<i>Une seule réponse</i>

Je vous remercie beaucoup pour votre contribution !

Annexe 4 : Termes de référence

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ACTIVITE

1. Présentation du projet

1.1 Contexte du projet

Le projet « Alternative Responses for Communities in Crisis » (ARCC III) s'inscrit dans le cadre du Plan d'Action Humanitaire 2015 pour la RDC, le nombre de personnes affectées par une crise humanitaire en RDC estimé près de 7 millions, suite à l'activisme accru des groupes armés de différentes factions, surtout de divers groupes armés locaux (Mayi-Mayi, Raïa Mutomboki) dans les Territoires de Fizi. Cette situation a eu comme conséquence de multiples cycles de mouvements de populations en provenance de différents endroits du Territoire de Fizi affectés par les combats vers des zones jugées plus sûres notamment Ngalula, Tulonge, Lubichako 1 et 2 mais aussi Kachemba. Notons que le retour de ces populations dans leurs zones respectives reste hypothétique et relativement faibles, à cause de l'insécurité persistante dans une bonne partie de territoire de Fizi.

Pour répondre aux besoins humanitaires des personnes retournées ainsi que les personnes qui restent déplacées, ARCC III suit une nouvelle approche d'assistance qui s'oriente sur un transfert de cash qui permet aux bénéficiaires de répondre aux besoins qu'ils identifient eux-mêmes comme prioritaires.

Dans le cadre de ce projet, Search For Common Ground a mis en œuvre le volet « sensibilité aux conflits » pour s'assurer que le transfert de cash soit fait de manière sensible aux conflits. L'outil « conflict scan » aide à analyser et comprendre le contexte (le niveau de la cohésion sociale, les causes et dynamiques des conflits, les acteurs et leurs positions, intérêts et besoins, les mécanismes communautaires de résolution des conflits et les rôles des femmes et des jeunes dans ces conflits et la transformation des conflits) ainsi que les tensions potentielles qui pourraient se produire autour d'une assistance en cash. Il permet ainsi d'orienter l'aide humanitaire et la mise en œuvre des programmes selon le principe d'innocuité (ne pas nuire). C'est dans ce contexte, que les activités de Conflict Scan sont mises en œuvre dans les zones d'intervention en l'occurrence Lubichako 1 et 2, Ngalula, Tulonge et Kakembe, afin de contribuer à l'amélioration de l'environnement protecteur des personnes affectées par les conséquences des conflits armés.

1.2 Objectifs

Ce projet a comme objectif global de fournir une réponse rapide et adaptée aux besoins humanitaires des plus vulnérables pour couvrir au moins 35% des besoins des populations déplacées et retournées identifiées.

Spécifiquement le projet poursuit les objectifs suivants:

- 1) Contribuer à l'amélioration du bien-être et au renforcement de la résilience des ménages et d'autre part à l'amélioration de l'efficacité et de la pertinence du programme, plus particulièrement ce projet vise à :
- 2) Assurer que le programme ARCCIII contribue au renforcement de la cohésion sociale et la consolidation de la paix,
- 3) Réduire la stratégie d'adaptation érosive utilisée par les ménages.

1.3. Contexte

a) Situation actuelle

D'une manière générale, la situation sécuritaire de Fizi est volatile. La menace pèse beaucoup sur les véhicules privés des commerçants. D'autre part, plusieurs cas d'embuscades et incursions nocturnes sont signalées dans la zone œuvre de Mai mai raiya mutomboki avec comme conséquences le vol des bétails et autres acte de sabotage et méfiance entre les communautés vivant dans la zone⁸.

b) Précédent conflict scan

Un « conflict scan » pré intervention avait été mené au mois d'avril 2016 dans le but de comprendre le contexte dans lequel l'assistance en cash serait mise en œuvre, les potentiels conflits qui pourraient être créés ou aggravés, ainsi que les opportunités qui pourraient être maximisées pour renforcer la cohésion sociale à travers ce transfert de cash. Deux grandes cibles avaient été visées notamment les bénéficiaires du projet, tels que les déplacés dans les camps et les familles d'accueil, les personnes retournées et les réfugiées, ainsi que les non-bénéficiaires, parmi les communautés d'accueil et les leaders communautaires.

⁸ Briefing sécuritaire de INSO (*International NGO Safety Organisation*), Bukavu, mardi 10/01/2017

Cependant, l'analyse avait démontré une faible présence de déplacés et de retournés dans la zone ainsi que leur vulnérabilité limitée étant donné que la sécurité était relativement garantie. Les analyses avaient également montré qu'il était douteux qu'une intervention humanitaire soit nécessaire dans ce milieu pour les déplacés/retournés et que l'on pouvait se demander si une telle intervention ne pourrait pas créer des tensions auparavant. En revanche, les analyses et rapports MSA et RRMP avaient confirmé la vulnérabilité de la population et avaient plaidé pour une intervention humanitaire dans la zone.

1.4. Justification de l'activité

En vue de mitiger les conflits et les risques de protection liés aux interventions, une analyse approfondie des dynamiques des conflits communautaires qui pourraient naître autour des interventions/distribution sera faite à Fizi, plus particulièrement à Lubichako 1 et 2, Kachemba, Tulonge et Ngalula. Une descente dans le territoire est prévue du 19 au 30 janvier 2017. Il s'agit de la collecte de données post-interventions qui ont eu lieu au mois d'octobre et novembre 2016 en territoire de Fizi.

1.5. Objectifs de l'activité

Objectif général :

- Organiser le conflict Scan suivi post-interventions à Lubichako 1 et 2, Kachemba, Tulonge et Ngalula.
- Collecter les données quantitatives de suivi post-interventions à Lubichako 1 et 2, Kachemba, Tulonge et Ngalula.

Objectifs spécifiques

- Collecter les données qualitatives et quantitatives pour la réalisation du conflict scan post intervention à Fizi
- Collecter les données quantitatives pour le suivi post-interventions
- Analyser le contexte et les dynamiques des conflits.

1.6. Résultats et livrables attendus

Résultats :

- Les principaux conflits récurrents sont identifiés,
- L'évolution des conflits et leurs dynamiques sont connues,
- La question des groupes armés est comprise et leurs interactions avec les conflits sont définies,
- Un conflict Scan post intervention est réalisé à travers 30 Focus groupes et 25 entretiens individuels auprès de personnes susceptibles d'avoir les informations dont 5 par site, notamment : les autorités(5), Les leaders communautaires (5) les familles d'accueil (5) les déplacés et retournés (5) et les présidents de la société civile (5).
- Le Sondage des données quantitatives auprès de 385 personnes est réalisé ; soit 385 personnes à sonder à Fizi.

Livrables :

Un rapport est produit incluant le tableau des indicateurs suivi post intervention.

1.7. Cible de l'activité

Pour promouvoir la mixité, la cible des personnes à contacter pour les groupes de discussion et sondage sera une couche sociale communautaire confondue, en l'occurrence les déplacés, les retournés et les familles d'accueil, les bénéficiaires et non bénéficiaires de l'intervention. Quant en ce qui concerne les entretiens clés, la cible à contacter dans chaque site est précisée ci-dessous :

Les autorités locales (5)

Les leaders communautaires (5)

Les présidents de la société civile (5)

Les déplacés, les retournés (5)

Les familles d'accueil(5)

1.8. La méthodologie

Pour le conflict scan, l'étude sera réalisée par le biais d'une approche mixte et participative. L'approche mixte comprend à la fois une enquête (approche quantitative/sondage), et des focus group et des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (approche qualitative).

Pour le suivi post intervention, l'approche quantitative a été adoptée pour la collecte de données en rapport avec les indicateurs.

Les entretiens seront exécutés sur le principe du consentement libre des répondants. Anonymat et confidentialité des données seront respectés tout au long du processus de collecte des données sur le terrain.

La collecte de données quantitatives sera faite par des enquêteurs recrutés et formés par les superviseurs de l'étude.

1.9. Questions de l'étude

- Comment le niveau de confiance a-t-il évolué depuis le précédent conflict scan entre tel et tel groupe ?
- Pour les différentes communautés/groupes, quels sont le(s) conflit(s)
 - o Les plus fréquents?
 - o Les plus violents?
 - o existant actuellement et qui risquent le plus de nuire à l'avenir de la communauté ?
- Quels sont les caractéristiques, dynamiques de ces conflits ? Sont-ils nouveaux ou anciens ? Comment ont-ils évolué récemment?
- Quels sont les acteurs de chacun de ces conflits mentionnés ? Quels sont leurs intérêts ? leurs rôles ?
- Quels sont les mécanismes actuels de résolution de ces différents conflits ? Quels sont les opportunités pour des mécanismes plus pacifiques?
- Quels sont les effets de l'assistance humanitaire ? La cohésion sociale a-t-elle été impactée ?

Pensez-vous que les organisations humanitaires intègrent la communauté dans la prise de décision d'intervention ?

Annexe 5 : Répartition de personnes interrogées par sexe selon les approches d'enquêtes

Focus group				Total	Sondage				Total	Entretiens clés				Total
Homme	%	Femme	%	H/F	Homme	%	Femme	%	H/F	Homme	%	Femme	%	H/F
171	57	129	43	300	197	50,8	191	49,2	388	13	86,6	2	13,4	15